

**« Quelle unité (et quelle pratique) politique(s)
contre l'idéologie managériale ? »**

Bruno Frère

Chercheur qualifié du FNRS, Université de Liège et Sciences Po Paris

Aujourd'hui, les gouvernements nous promettent l'austérité comme étant une adaptation nécessaire, inéluctable. Arguant du bon sens, s'impose l'obligation de mieux gérer les deniers publics « en bon père de famille ». Mais ce discours qui se veut simplement « réaliste » n'est en réalité qu'un mode d'interprétation idéologique (parmi d'autres) de la réalité. Il se fait, à mon sens, le vecteur d'un nouveau mode de domination, managérial, qui subordonne en quelque sorte le politique à l'économique. Il n'y a plus d'opinion à faire valoir que sur le choix des « gestionnaires » de nos destins. Dans cette logique, la politique n'a plus aucun sens. C'est accepter, comme le laisse entendre, Luc Boltanski¹, que la démocratie n'ait plus droit de citer puisqu'un seul principe est avancé pour organiser et guider la société : la « nécessité » (de la situation économique) face à laquelle il faut impérativement s'adapter par la rigueur et l'austérité mise en forme par des « spécialistes » et des « experts ». À quoi bon oser la manifestation d'une opinion dans la rue, dans la presse ou ailleurs, dès lors que nous n'avons « pas le choix » ? Ce nouveau modèle managérial de domination, valorisé dans ce que l'on pense être son « pragmatisme », joue sur la peur pour éradiquer la possibilité du politique : *« ne contestez pas car si nous n'agissons pas en ce sens – et exclusivement en ce sens – ce sera pire. Et les grèves, ralentissant la productivité, ne feront que nous précipiter plus vite dans le mur »*. Ce pragmatisme et ce réalisme-là, qui font mine d'être a-idéologiques, sont des idéologies au même titre que les autres, dans l'absolu ni pires ni meilleures que les autres. Simplement elles mettent la technicité au pouvoir pour évincer la possibilité de choix collectifs.

Face à ce cadennassage de la réalité et de l'unilatéralité du point de vue, quelles formes d'action reste-t-il ?

DES FORMES CLASSIQUES AUX NOUVELLES FORMES D'ENGAGEMENT

Manifester conserve un sens. En effet, la manifestation consacre la prévalence du geste politique et interpelle nos responsables. Elle reste un langage politique dans un monde qui voudrait pouvoir s'en passer puisque la « bonne gouvernance » (avec ses cortèges d'experts et d'évaluateurs) doit, dans sa logique gestionnaire, se suffire à elle-même. Ceci étant dit, personne n'est dupe et chacun sait que s'en tenir à des slogans verbaux dans la rue est partiellement contre-productif puisque cela n'affecte en rien « la mégamachine », pour reprendre l'expression de Serge Latouche². Beaucoup d'activistes pensent remarquer, dans son sillage, que ce sont les institutions du capitalisme financier qu'il convient aussi d'aller gripper : les places financières, le FMI, la Banque Mondiale, les systèmes de transactions

¹*De la critique*, Paris, Gallimard, 2009

²*La mégamachine, raison techno-scientifique, raison économique et mythe du progrès*, Paris, MAUSS/La découverte, 1995.

financières,... On peut mesurer d'ailleurs la justesse de cette prise de conscience à la réaction des dites institutions : il n'a pas fallu longtemps à la police pour évacuer par la force Wall Street de ses Indignés. Dès-lors qu'une manifestation ne dérange que le citoyen lambda, sans miner nullement les dispositifs de dominations, ne faut-il pas aussi réfléchir (avec ce citoyen) aux actions plus directes qu'il conviendrait de lui adjoindre vers l'émancipation ?

La manifestation reste une épine politique dans un corps social que l'on croit pouvoir soigner par la seule cure managériale. Mais disons que d'autres modes d'engagement sont également nés pour pallier ses carences : les altermondialistes, les tenants d'une économie alternative ou de la décroissance, plus récemment justement les Indignés, etc. Ils regroupent des individus sur une base plus restreinte et des objectifs précis dans une démarche souvent plus morale que politique : le respect de l'environnement, la défense des sans-papiers, le respect des droits de l'homme, la famine, le soutien de petits paysans au nord ou au sud, etc.

Ces formes d'engagement sont plus complexes mais la mobilisation peut être très efficace car elle se fait au « coup par coup ». Par exemple créer un comité de parents pour militer et agir contre l'expulsion d'une famille précise de sans-papiers (parce que l'un des enfants de cette famille est le camarade de classe de son propre enfant, qu'il est déjà venu jouer à la maison, etc.) peut s'avérer d'une redoutable efficacité. L'enjeu pour ce comité composé de parents-citoyens ordinaires, sera notamment d'héberger les enfants menacés d'expulsions afin de s'assurer que la police, en se rendant au domicile des parents, ne puisse pas les y trouver et procéder à leur arrestation³. À n'en pas douter, dans la galaxie des nouveaux mouvements d'activistes militants né en ce début de 21^e siècle, le réseau RESF⁴ fédérant les comités de ce type, grippe la machine policière et celle de la gestion, de la politique du chiffre, du gouvernement français. Car s'il est une caractéristique de l'idéologie managériale c'est bien celle de l'*objectif chiffré*, du *résultat à atteindre*. Les chiffres sont utilisés pour justifier des quotas à remplir et l'évidence falacieuse de l'idée selon laquelle « *on ne peut pas accueillir toute la misère du monde* ». Rarement les chiffres sont-ils convoqués pour démontrer, par exemple, que l'immigration est en fait relativement stable ces 30 dernières années et que si augmentation il y a c'est entre pays voisins de l'union européenne⁵.

En fin de compte on raisonne en terme d'immigration comme en terme de travail : quel que soit le coût humain, il faut se donner les moyens de réaliser, selon certaines *procédures*, des buts prescrits (toujours plus élevés) par une nouvelle forme de productivisme : on exige toujours plus des travailleurs (au point de faire apparaître une

³ Une loi française interdit en effet qu'une famille puisse être expulsée si tous ses membres ne sont pas réunis.

⁴ Réseau Education Sans Frontière.

⁵ . Comme il est facile de le vérifier sur le site de l'INSEE en France : <http://www.insee.fr/fr/>

pathologie dont personne ne parlait il y a 20 ans : le burn-out) comme on exige toujours plus d'expulsions.

Parmi les autres engagements possibles, je voudrais précisément dans le présent texte souligner ceux qu'il est possible de déployer via l'économie alternative et solidaire. Engageons ci-après un rapide topo de ce que nous pouvons entendre par là, prenant garde de ne pas assimiler ces initiatives à l'économie sociale d'insertion qui, en définitive, vise essentiellement à réintroduire sur le marché de l'emploi conventionnel des personnes qui, étant devenues la variable d'ajustement nécessaire à la *flexibilisation* du travail tant vanté par le managérialisme, sont vouées à en être réexclues aussi vite⁶.

Focus sur l'économie alternative et solidaire

Je commencerai donc par présenter quelques exemples de ce que nous pouvons entendre par cette économie alternative et solidaire qui se déploie sur un toujours plus grand nombre de secteurs au premier rang desquels pointe la consommation.

Depuis une quinzaine d'années se développent ce que l'on nomme les AMAP en France, les GASAP à Bruxelles et les GAC dans le reste de la Belgique francophone. Les acteurs qui s'engagent dans ces structures entendent dépasser la critique théorique du « système » pour déplacer le curseur vers une critique pratique. Ils ne font pas que dénoncer verbalement un réseau d'enseignes de grandes surfaces capitalistes (Carrefour, etc) dont on connaît l'attitude draconienne à l'égard des employés et sous-traitants. Ils réinventent également pratiquement une économie locale coopérative et mutuelliste dont le succès croissant risque peut-être un jour d'inquiéter fortement les dites enseignes qui avaient jusque-là pour habitude de dicter ce que pouvait être la réalité de la consommation. En lieu et place d'une critique verbale, sans corps, c'est à une critique pratique d'émancipation directe, parfois même irréfléchie en tant que telle, que s'adonnent les coopérateurs de ces groupes d'achat.

C'est la normalisation gestionnaire de la consommation qui est mise à mal. On ne cherche avant toute chose de produire en *quantité* en chiffrant des objectifs de croissance et en

⁶L'enjeu ici n'est pas de dresser le procès de l'insertion mais de remarquer simplement que, toute nécessaires que soient les politiques publiques qui y sont relatives, celle-ci se contente de se couler dans la société salariale dans ce qu'elle a de plus traditionnelle plutôt que de tenter d'en faire bouger les lignes en suggérant une autre voie pour le travail comme dirait Jean-Louis Laville (*Une troisième voie pour le travail*, Paris, Desclée de brouwer, 1999).

mettant au point des méthodes toujours plus sophistiquées pour *benchmarker*⁷ d'éventuels « employés » (que l'idéologie gestionnaire requalifie de 'collaborateurs'). En lien direct avec le ou les producteur(s), les gaceurs-coopérateurs peuvent payer les récoltes à l'avance pour éviter au paysan de souffrir des fluctuations des marchés, appuyer ce dernier dans la distribution et la production ou encore décider démocratiquement de leur mode de fonctionnement. Les soucis émergents, sans pour autant minorer la dimension économique, peuvent alors être d'ordre variés et non uniquement productivistes : travaille-t-on avec les produits issus du commerce équitable, forcément plus chers qu'en grande surface ? concentrons-nous nos efforts sur un seul paysan et, si non, comment organisons-nous la complémentarité entre nos différents producteurs plutôt que la compétition ? Provilégie-t-on le « bio » ou la proximité ? Comment faisons-nous pour ouvrir l'accès à notre coopérative aux plus précaires ? Autant d'interrogation qui ne peuvent avoir leur place dans une logique où, les moyens de productions et de distributions étant purement et simplement privatisés, seule l'efficacité et la rentabilité commerciale vont être visées.

Il en va de même dans le secteur « financier » avec l'épargne solidaire qui recouvre des structures aussi diverses que les associations d'épargne de proximité *Cigales* en France, les coopératives de crédit genre *Credal* ou *Triodos* en Belgique qui investissent dans le financement des micro-entreprises montées *par et pour* des collectifs, des personnes sans emplois ou encore des personnes qui désirent lancer une activité indépendante et quitter un statut de salarié sur le marché classique du travail. Récemment la région liégeoise a vu naître la coopérative de crédit *Terre en vue* (proche de l'expérience *Terre de Lien* en France), qui vise à racheter des parcelles de terrain en vue d'y déployer des exploitations paysannes qui puissent assurer une alimentation de proximité, là encore organisées démocratiquement, secondarisant les impératifs productivistes du *management* traditionnel. Mais plus généralement, la plupart des structures de micro-crédit dites « nord-nord » possèdent des cahiers des charges spécifiques qui impliquent que la structure financée intègre des dimensions elles-mêmes solidaires touchant par exemple au secteur social ou culturel. L'enjeu est évidemment ici, même si c'est parfois bien difficile, d'éviter de reproduire à petite échelle un micro-capitalisme (ou un capitalisme aux pieds-nus comme dirait Serge Latouche⁸, en visant notamment les initiatives de Mohamed Yunus au Bangladesh) qui ne ferait qu'appliquer les règles conventionnelles du marché. C'est ainsi que diverses boutiques de commerce équitables ou bio « de proximité » ont pu voir le jour en France comme en Belgique.

⁷ . Le benchmarking est une technique de "GRH" qui consiste à rendre publique au yeux des travailleurs les performances et les résultats individuels (mesurés et chiffrés) des uns et des autres afin de créer une compétition directe entre eux.

⁸« L'oxymore de l'économie solidaire », dans *L'alter-économie. Quelle autre mondialisation ? Revue du MAUSS*, n°21, 2003, p. 145-150.

Evoquons encore ce que les spécialistes (Jean-Louis Laville en France, Jacques Defourny en Belgique) nomment depuis les années 1980 les services de proximité. Quatre grands secteurs sont concernés : les services de la vie quotidienne (aide aux personnes âgées, etc), les services d'amélioration du cadre de vie (entretiens d'immeubles, etc), les services culturels et de loisirs, les services d'environnement (entretiens d'espaces verts, recyclage, etc). L'exemple le plus répandu en France est celui des « Régies de quartiers » qui se développent dans la plupart des villes depuis le début des années 1980. En Belgique, on connaît depuis longtemps l'aventure de *Terre* et ses services variés (recyclages, etc). Des structures d'accompagnement au développement de tels services existent (par exemple les *Pôles d'économie solidaire* en France ou *Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises* en Belgique avec les structures qu'elle abrite comme *Le Gerموir* ou *Azimuth*). Ils rassemblent des bénévoles et des professionnels qui tentent d'appuyer les entrepreneurs de ces services. Tous travaillent parfois avec les organismes de micro-finances (avec le même genre de cahiers des charges), voire avec les réseaux de commerce de proximité. Et ils regroupent bien souvent des travailleurs-coopérateurs issus du marché traditionnel du travail qui les aura jugé, conformément à l'idéologie managériale, pas suffisamment *flexible*, pas suffisamment *employables*, pas suffisamment *autonomes*, pas suffisamment *entrepreneurs d'eux-mêmes* ou apte au *leadership* de leur propre vie. Ces qualifications, visant systématiquement à renvoyer les difficultés sociales ou le chômage aux responsabilités individuelles, n'ont guère cours dans les services de proximité ou d'autres modalités de travail s'expérimentent. Même s'il faut bien le dire, la pauvreté n'est jamais loin et les rémunérations sont faibles, au moins ces initiatives ont-elles le mérite de permettre à des personnes qui ont perdu toute confiance en elles-mêmes et en leurs capacités de renouer avec une estime de soi passablement effritée par l'imaginaire de la performance et de la productivité individuelle.

UNE REPOLITISATION DE L'ÉCONOMIE ?

Bien souvent, on envisage ces associations multiformes comme une repolitisation de l'économie, au sens noble du terme. Ces initiatives « solidaires » ne sont jamais référées au monde « politique » (institutionnalisé) alors même qu'ils traduisent « une citoyenneté modeste, ordinaire ». Il se jouerait là, selon les spécialistes, bien autre chose qu'une simple et fragile stratégie de survie, de débrouille : la gestion de l'espace public où l'on se trouve en

lien avec autrui⁹. Ce qui peut-être devient possible, dit-on, « c'est un engagement public de couches dominées qui soient au moins partiellement autonomisées des structures de représentations dominantes » (partis ou syndicats), « l'affranchissement des appartenances et des canaux obligés d'expression, la potentielle inscription du politique au sein même des actions sur le terrain, l'éventualité d'un exercice renouvelé de la démocratie ».¹⁰

En définitive, c'est d'un véritable projet d'économie politique dont est porteuse l'économie alternative et solidaire. À la tête de ce projet, se trouve probablement la déclinaison latine du mouvement. Au-delà des services de proximité très nombreux outre-Atlantique, des pays comme l'Argentine ou le Brésil voient chaque année des entreprises diverses et variées être reprises en coopératives par leurs travailleurs. Tout n'y est pas rose et le fameux « *on produit, on vend, on se paie* » est souvent très périlleux à réaliser. Mais les succès sont de plus en plus nombreux là où des patrons classiques, pourtant *managers* hautement compétents, ont déclaré forfait (citons pêle-mêle l'usine métallurgique Impa, l'hôtel le Bauen, l'imprimerie Chilavert, la fabrique de carrelage Fasinpat, et j'en passe de nombreuses plus récentes encore). Certes, le travail est exigeant et bien souvent c'est plus de 50 heures par semaines qu'il monopolise (les assemblées générales d'ailleurs font partie intégrante du temps de travail, ce qui explique son ampleur). Mais au moins est-il auto-déterminé, directement redistributif dès-lors que des profits sont dégagés, et démocratiquement organisé, ce qui permet par exemple de s'adapter aux préoccupations relatives aux horaires familiaux ou au bien être au travail.

Au regard de ces expériences, on peut aussi se demander au passage pourquoi la réflexion autogestionnaire peine chez nous à se redéployer à l'heure où syndicats et partis réunis, pour toute alternative à la délocalisation et aux fermetures de sites (ArcelorMittal, etc.) n'ont pour seul imaginaire que celui de la quête de « repreneurs crédibles » et de « nouveaux investisseurs » étrangers. Tout se passe en effet comme si les piliers traditionnels de la concertation politique de nos social-démocraties « occidentales » étaient encore chacun à ce point imprégné de l'imaginaire de la société salariale qu'ils ne parviennent pas à envisager qu'une économie différente puisse se rêver au-delà du triptyque traditionnel : actionnaires investisseurs – patrons (PDG et managers) – employés salariés. Ce constat n'a pas pour moindre paradoxe de pointer le fait que la structure sociale même du capitalisme semble aussi nécessaire à ceux qui entendent le combattre qu'à ceux à qui elle profite largement.

La grande force de ces nouvelles actions, donc, c'est qu'elles parviennent à rendre tangibles des activités citoyennes productrices de richesses qui ne prennent pas spécialement

9 Chaniel P., 1998, « La délicate essence de la démocratie : solidarité, don et association », dans *Une seule solution, l'association ? Socio-économie du fait associatif*, Revue du MAUSS semestrielle, n° 11, pp. 28-43

10 Ion J., 1999, « Engagements associatifs et espace public », dans *Mouvements*, n° 3, pp. 67-73.

la forme d'un *logos* rationalisé mais d'une *praxis* perturbatrice d'une réalité économique. A ce titre, elles ne demandent qu'à être défendues politiquement. Car à ce jour, la réalité économique est bien celle du *nouvel esprit du capitalisme* (Boltanski et Chiapello, 1999) lequel est parvenu à obtenir des travailleurs une telle identification aux firmes qui les emploient qu'ils en viennent à développer des pathologies inédites il y a une trentaine d'années seulement (stress, burn-out, dépression). Oui, semble nous l'économie alternative et solidaire, l'activité économique peut s'organiser autrement, plus écologiquement, plus localement, en tenant compte de l'équilibre mental et familial de ses travailleurs puisqu'elle s'avère tout simplement gérée démocratiquement.

Certes, ces initiatives ne sont pas exemptes des problèmes dont est gros le monde du travail en général. Par exemple, on ne le soulignera jamais assez que les travailleurs dans les coopératives de crédit, dans les coopératives de production-consommation, dans les services de proximité, dans les coopératives de production latino-américaines et dans bien d'autres secteurs encore (énergies renouvelables, logiciels libres, etc.) sont souvent payés au barème associatif - c'est à dire mal payés - ... lorsqu'ils le sont. Et ce problème ne doit jamais être minoré. Mais une brèche existe dans l'imaginaire managérial productiviste et la possibilité d'une démocratisation de l'économie s'entrevoit concrètement. De l'autonomie advient dans le travail. Ce faisant, il se désaliène partiellement des formes de domination propre au statut salarial traditionnel, très hiérarchisé, que le managérialisme renforce aujourd'hui sous couvert de « responsabilisation des employés » et d'« autogestion » revendiquée mais artificielle ; les bénéfices de l'activité étant pour leur part toujours privatisés.

FORCES ET FAILLES ET DE LA CITOYENNETÉ PRATIQUÉE

Les anciens mouvements militants sont pour ainsi dire, exclusivement cantonnés au verbe et à la revendication, c'est là leur faiblesse. Ils produisent une critique sociale et politique qui est loin d'être erronée, mais qui n'est pas articulée à une pratique, elle-même grosse d'un modèle alternatif de société. Combien de « critiques », se disant de gauche, ne s'en prennent-ils précisément pas abstraitement au néo-libéralisme ou aux personnes *aliénées* par une consommation de masse décervelante tout en fréquentant avidement pour leur part centres commerciaux et autres enseignes classiques, nantis de leur seule et suffisante bonne conscience ? C'est vrai, il est souvent difficile de résister aux schèmes de l'économie libérale financiarisée, laquelle nous offre par exemple la possibilité de dividendes actionnariales alléchantes et sécurisées sur tel ou tel produit, alors même que notre tempérament politique

devrait logiquement nous conduire à épargner et investir dans des structures de micro-crédit (Crédal, Les Tournières, ...) ou des banques plus coopératives (Triodos en Belgique, la NEF en France, ...) réputées moins rémunératrices mais pourtant bien plus créatrices d'alternatives effectives que notre seul sermon résolument anticapitaliste.

La question se pose aujourd'hui de savoir quelles attitudes il nous est possible d'adopter pour gripper aujourd'hui la logique bien lustrée de de la *bonne gouvernance* managériale des structures de production économique. Celle-ci enfante des monstres tels que le new public management, porte-étendard d'un fantasmé « réalisme » : « *l'Etat doit faire des économie* », « *il faut privatiser davantage* » ... Ce réalisme là n'est rien moins qu'une nouvelle idéologie qui sanctifie l'*efficacité* et fait des personnes au travail ses humbles serviteurs. Ne voit-on pas à ce sujet, les services publics adopter toujours plus fidèlement méthodes de contrôle et d'évaluation draconiennes du privé qui, comme chacun sait, en connaît en rayon en maximalisation du profit susceptible d'être extait de ce que l'on nomme aujourd'hui, comme n'importe quel matière première, les « ressources humaines » ?

Ce type de problème s'adresse à toutes et tous et il n'est aucune âme suffisamment pure pour pouvoir prétendre aujourd'hui parvenir à le contourner, à moins de refuser d'ouvrir les yeux à son sujet. Nous l'avons vu à travers l'exemple de l'économie alternative et solidaire, des tentatives existent pour sortir de cet imaginaire managérial aliénant nous confinant à la croissance, à l'efficacité économique et au productivisme. Mais cette économie alternative aurait-elle tout compris là où les syndicats, par exemple, seraient complètement dépassés ? La question vaut aussi les autres mouvements sociaux auxquels elle aime s'acoquiner sur les forums sociaux (les féministes des Femen, les activistes des Anonymous ou des Indignés, les associations de sans papiers ou des sans toits, les casseurs de pub, les décroissants, etc.)

Et à cette question j'apporterai une réponse négative. Il est très probablement une expérience politique et une lucidité à l'égard du pouvoir que les syndicats ont acquis de longue date alors que les nouveaux mouvements sociaux comme ceux de l'économie alternative persistent actuellement à camper une sorte d'irénisme moral quelque peu naïf et sur lequel je voudrais me pencher à présent.

En effet, si l'ensemble de ces initiatives associatives ou coopératives attestent effectivement d'un élan citoyen indéniable, renouvelant par là même un courant d'action né du socialisme associationniste ou libertaire au 19^e siècle¹¹ habitué à troubler l'ordre de

11 Voir à ce sujet Frère B., *Le nouvel esprit solidaire*, Paris, Desclée de Brouwer, 2009.

domination économique et politique établi, il reste qu'une ombre plane sur leur réelle organisation politique.

Il est probablement un peu idéaliste de se contenter de magnifier la force démocratique des nouveaux mouvements sociaux et cette « essence politique » dont ils seraient porteurs. Comme l'écrit Alain Caillé. Ces associations sont « politiques » puisqu'elles ouvrent des espaces publics de discussion démocratique, parfois jusque dans la sphère de la production ou des services économiques comme je l'ai vu plus haut.

Mais où se trouve la forme politique organisationnelle qui, à grande échelle, leur permettrait de faire entendre leur voix aux institutions européennes et nationales en charge des politiques économiques et sociales ? Tôt au tard il faudra bien poser la question du pouvoir, c'est-à-dire poser la question « d'une méta-association entre les associations existantes. Il faudra bien qu'émergent en somme, des associations spécialisées dans les problèmes d'ordre général, dans la question du liant et de la transversalité »¹². Car à force de faire comme si la démocratie *pratiquée* suffisait, on ne voit guère naître une parole commune susceptible de fournir un schéma collectif, comme le syndicalisme à l'époque, dans lequel les espoirs divers pourraient s'investir. Faute d'incarnation dans un lieu (que tous pourraient investir démocratiquement et à tour de rôle), le pouvoir est pour ainsi dire dilapidé entre diverses chapelles qui s'opposent parfois les unes aux autres.

L'idée même de structuration fait peur. Elle évoque la déprise, la verticalité, la confiscation de la parole et l'allégeance obligée à une ligne idéologique fixe. C'est d'ailleurs, au carrefour de ces divers éléments que l'on comprend le désintérêt de la plupart des nouveaux militants pour l'engagement auprès des structures politiques classiques : il est très contraignant. Il faut souvent confier sa voix à un représentant, alors même que, depuis les années 1980, un nombre croissant de militants éprouve une réelle méfiance par rapport aux délégations politiques et aux discours de leurs chefs de files rarement suivis de réelles transformations sociales. Dans les nouvelles formes d'engagement, de l'altermondialisme à l'indignation en passant par l'économie alternative, l'écologie ou les droits de l'homme (et de la femme), l'autonomie est beaucoup plus grande. On peut s'engager et se désengager aisément d'une association : lorsqu'on estime que le message ne correspond plus à ses attentes, il est facile de s'en retirer pour s'engager ailleurs.

Comme l'a montré Jacques Ion¹³, ces formes de militantisme conviennent mieux à une société plus individualisée : un engagement plus *light*, moins chronophage, une contestation

12 Caillé A., 2003, « Sur le concept d'économie en général et d'économie solidaire en particulier », dans *L'alter-économie, quelle autre mondialisation ? Revue du MAUSS*, n° 21, pp. 215-236.

¹³ Ion J. et al., 2005, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement.

plus personnalisée, moins générale. On s'engage à la carte, sans se sentir « obligé » par une organisation spécifique et l'imaginaire qu'elle charrie comme on l'était lorsque l'on s'engageait dans des syndicats ou des partis politiques aux idéologies marxistes ou maoïstes. Au bout du compte, cette forme d'engagement est le négatif photographique de l'engagement dans le capitalisme contemporain pour ses cadres : elle est flexible. C'est ce qui en fait, à mon avis, la puissance...et la fragilité à la fois. Les luttes de RESF, d'Amnesty Internationale, de No Vox, de l'économie alternative (etc..) peuvent parfois être rattrapées à leur insu par l'imaginaire managérial du capitalisme décrit plus haut. Greenpeace est un très bon exemple de structure qui n'hésite pas à exploiter largement le travail de ses militants qui sensibilisent sur le terrain alors que sa gestion, loin d'être démocratique, s'avère plutôt extrêmement pyramidale et aux mains de « gestionnaires compétants » comme on dit. Ces gestionnaires, très fortement rétribués¹⁴, voient d'un bon oeil que les militants sur le terrain (bénévoles ou payés au lance-pierres) se montrent aussi flexibles et productifs qu'eux.

Mais l'on est souvent aveugle au phénomène dans ces initiatives qui rassemblent toujours davantage de militants qui veulent être efficaces *ici et maintenant* sans plus croire à l'utopie des lendemains qui chantent (ce qui est heureux d'ailleurs car on a pu voir dans l'Union Soviétique stalinienne du communisme « réel » ce qu'il a pu advenir de ces lendemains dès-lors que l'on a voulu les imposer par la force).

Au-delà de l'indignation morale qui pousse les uns et les autres à s'investir, pour ainsi dire, dans de la politique en acte, quels sont les modes d'expression, les relais politiques au sein desquels le recul réflexif puisse donner naissance à des normes gestionnaires et organisationnelles et à des programmes susceptibles d'être contraignants, en ce compris pour les associations membres elles-mêmes ? Comment assurer la démocratie, la participation à la décision, la redistribution d'éventuels marges bénéficières, etc. etc. ?

Les grands progrès sociaux ne sont jamais advenus par de la bonne volonté morale mais par le recroisement d'intérêts bien compris de groupes sociaux dans une lutte politique déclarée visant à faire triompher de nouvelles normes pour l'organisation de la vie sociale. Or aujourd'hui force est de constater que s'il existe un tel fossé entre représentants politiques et société civile, c'est aussi parce que les manifestations indignées de celle-ci peinent à transiter de la diversité sociale, du *pathos* moral et de l'engagement charitable qui les caractérisent à la formalisation d'une lutte et d'un *logos* politique et économique commun très clairement définis dans des règles organisationnelles qui se démarqueraient des celles de la démocratie parlementaire ou de celles de l'économie de marché capitaliste habituelles.

¹⁴ . Julien Vignet, 2014, *L'ambivalence des associations. Du capitalisme associatif à l'espace public oppositionnel*, thèse de doctorat soutenue à l'université de Caen le 28 novembre, pp. 114-120.

Oser affronter la question de l'organisation du travail, de la représentation et du pouvoir, tout en conservant son essence populaire, voilà peut-être le pari à venir des nouveaux mouvements sociaux en général et de l'économie alternative et solidaire en particulier pour devenir réelle force de proposition politique. Une proposition qui n'omet pas de s'inquiéter de démocratie comme bien souvent la gauche radicale a pu omettre de le faire en visant une révolution prolétarienne qui ne s'encombre pas de la voix du prolétaire.

CONCLUSION : UN RETOUR À MARX POUR QUESTIONNER LA NOTION DE SOLIDARITÉ

La force des mouvements sociaux de jadis était de pouvoir compter sur une masse précisément prolétarienne qui se reconnaissait une commune condition d'existence : la misère. Il ne s'agissait pas d'aider le plus pauvre pour respecter une règle morale, comme le font aujourd'hui certains bénévoles d'une série d'associations caritatives. Loin de moi l'idée de critiquer le bénévolat qui en fait plus pour les « exclus » de la société de consommation qu'un papier comme celui que je suis en train d'écrire ne fera jamais. Mais cette règle charitable est peut-être pour sa part grosse d'un risque de dépolitisation.

Par exemple dans le cas de l'économie alternative et solidaire, à force de s'investir, le nez dans le guidon, en faveur de ceux (souvent malheureusement les mêmes : femmes, étrangers, chômeurs, petits paysans, ...) qui subissent la violence du système économique et du nouveau management de plein fouet, n'en vient-on pas à suggérer une économie qui ne serait que la roue de secours marginale de LA véritable économie, l'authentique, la grande : celle du marché ? Tout se passe parfois en effet comme si l'on acceptait de laisser aux mains des institutions le réel pouvoir politique pour se contenter de la *politique du proche* évoquée (modeste et ordinaire).

La puissance du mouvement ouvrier qui, depuis le 19^e siècle, a permis d'obtenir tant sur le terrain social était précisément d'avoir été nourrie par des individus qui n'avaient pas d'autres choix que de s'unir pour faire porter une voix collective, au-delà de l'engagement dans le proche. Aujourd'hui, se reconnaître des raisons communes de lutter n'est plus si simple dans une société salariale ultra-réticularisée par l'esprit du temps managérial. Celle-ci a en effet été fragmentée entre des fonctionnaires que l'on ne cesse de nous présenter comme *inactifs* et *inefficaces*, des salariés du privé sous pression et à qui l'on fait comprendre qu'il seront vite remplacés si leur *productivité* individuelle laisse à désirer et un nombre croissant de précaires à temps partiel ou à durée déterminée déjà *ultra-flexibilisés*. Ce déficit d'unité découlant de l'invisibilisation des motifs communs de lutte est l'une des plus belles réussites du capitalisme

contemporain : plus personne ne se reconnaît dans l'autre car tous les statuts professionnels ont été diversifiés, que ce soit dans la fonction publique ou dans le privé (le manœuvre à mi-temps n'est pas sur la même commission paritaire que le clarquiste stagiaire qui ne se sent lui-même aucune affinité avec le chômeur intérimaire lequel n'est même plus leur collègue directe puisque l'agence qui l'emploie ne fournit que des sous-traitants...).

Malheureusement cet éclatement se traduit jusque dans l'engagement associatif. Jusqu'à présent, qu'il s'agisse des épargnants de la finance solidaire, d'un GAC ou d'une coopérative écologique recrutant notamment auprès des plus démunis, l'altruisme ou le plaisir du lien social prévaut parmi les motifs de l'engagement ... or le monde jusqu'à présent n'a jamais pu être réellement transformé que là où des intérêts bien perçus, et collectivisés, parvenaient à faire violemment effraction dans les rapports de force institués. Comment faire converger ces acteurs vers un langage commun ?

C'est dans le prolongement de cette réflexion que je voudrais terminer en interrogeant la notion de solidarité – thème du colloque – qui aujourd'hui semble faire si largement consensus. En effet, il ne me semble pas inutile de procéder à une mise en garde relative à l'égard de la dimension « moralisante » du concept.

La notion de solidarité elle-même est une notion qui flirte souvent avec la charité : je vois en l'autre mon semblable donc j'accepte d'être solidaire de lui par « pitié ». Je crois qu'à un moment il faut oser reprendre un logiciel strictement marxiste (mais teinté de pensée libertaire) : si les prolétaires ont « fait » le mouvement ouvrier au 19^e siècle, ce n'est ni par charité ni par solidarité débordante ou encore par humanisme grandiloquent. Mais tout simplement parce qu'ils se sont reconnus une condition d'existence identique : la misère profonde, la faim, l'alcoolisme, la précarité, la violence du travail. Si quelque chose comme une classe ouvrière est parvenue à faire front et à contraindre les États à réguler l'économie, à légiférer sur le marché du travail, à créer des systèmes de sécurité sociale (etc.), c'est avant tout parce que chacun a vu son intérêt propre partagé par un grand nombre de ses semblables : mettre fin à une condition matérielle d'existence insoutenable. Il n'y avait en réalité ni utopie (autre terme dans le vent actuellement), ni convivialité excessive, ni bon sentiment charitable, ni solidarité irénique. Juste une matière de vécus misérables de personnes qui avaient pour toute solution pour ne pas mourir de faim la lutte collective, la coopérative et la mutuelle de consommation. C'est la raison pour laquelle j'essaie dans mon travail de développer une perspective purement matérialiste de l'économie solidaire¹⁵, car c'est en grande partie elle qui est en lien avec les vrais précaires qui devraient se reconnaître cette commune identité. Cette perspective passe par des auteurs comme Marx, Proudhon, Lefort, Castoriadis, Bourdieu,

¹⁵ Bruno Frère dir., 2015, *Le tournant de la théorie critique*, Paris, Desclée de Brouwer.

Honneth, Boltanski, Rancière. Et par des initiatives contemporaines prêtes à en découdre avec l'idéologie entrepreneuriale, quitte à perdre des subsides publics voués à la réinsertion.

Je l'évoquais, de nombreux acteurs commencent en effet à réaliser qu'il est absurde de vouloir « réinsérer » des « exclus » dans un marché de l'emploi qui n'existe comme tel que parce qu'il a l'opportunité précisément de disposer d'une sous-classe de travailleur flexible et peu chère (puisque subventionnée par l'État) suffisamment importante pour servir de main d'œuvre d'appoint en temps opportun. Et dans le même mouvement, il convient de tordre également le coup à la notion même d'exclusion qui fait précisément porter aux individus la responsabilité de leur marginalité, de leur soi-disant différence, parce qu'ils ne seraient pas assez « entrepreneurs d'eux-mêmes », pas assez « leaders de leur propre vie », pas assez « mobiles » ou que sais-je. Une fois ces présupposés assimilés par la notion d'exclusion, il devient facile d'avancer qu'il n'existe pas de « classe sociale de précaires » et de prétendre pouvoir régler la question sociale en la *gérant plus efficacement*, c'est-à-dire en imposant des dispositifs individualisés et particularisés « d'insertion » comme l'ont longtemps suggéré des auteurs comme Rosanvallon (*puisque'il n'y a pas de « classe » mais que des « individus », par ailleurs déviants et inadaptés, les réponses devraient être « individualisées »*)¹⁶. A ce sujet Robert Castel¹⁷ a bien montré que si la classe du prolétariat avait bien disparu, l'avant remplacée celle du précaire, rassemblant à la fois les chômeurs et les travailleurs pauvres aux statuts variés évoqués plus haut.

Et puis d'ailleurs, insertion dans quoi ? Il n'y a pas (plus ?) de classe moyenne dans laquelle réinsérer quoique ce soit. Si elle a existé, elle se délite progressivement comme l'a montré depuis longtemps le même Robert Castel. Les digues qui la séparait du précaire s'estompent peu à peu sous les coups de boutoir de « réalisme » managérial : allongement du temps de travail (dont le raccourcissement avait eu pour effet précisément d'augmenter l'espérance de vie), menace sur l'indexation des salaires, commissions paritaires revisitées, multi-emplois contraint, raréfaction des CDI au profit d'une gamme de plus en plus sophistiquée de CDD (détruisant, comme évoqué, l'identité collective au travail au nom de la *flexibilité*) remise en cause du droit du travail (grevant la *productivité*) ...

Mais, voudrais-je conclure peut être un peu ironiquement, *vous connaissez la réalité. Tout le monde doit contribuer à l'effort collectif pour sortir de la crise. Il est plus que*

¹⁶ *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, Le Seuil, 1995. Osons le répéter, cette (sous)classe de précaires, sans papiers, sans emplois, sans CDI, sans protections, existe bel et bien et ne cesse de s'accroître sans pour autant, c'est vrai, s'identifier en tant que telle.

¹⁷ . 1995, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard. Pour une présentation plus succincte de son argument, voir 2007) « Au-delà du salariat ou en deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précaire », in Paugam Serge (ed.) *Repenser la solidarité*, Paris : PUF.

nécessaire de rompre aujourd'hui précisément toutes ces digues qui sont autant de freins à la croissance. Nous n'avons pas le choix, soyons pragmatiques ...